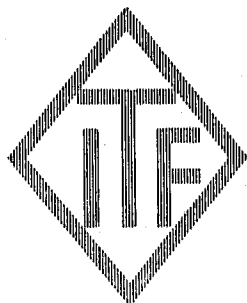


FASCISME

N°14

Amsterdam, le 13 juillet 1935.



Deux milliards pour les Habsbourgs .(I.T.F.) La misère dans l'Etat corporatif chrétien est indescriptible. Le journal gouvernemental "Die Reichspost" a dû dans son numéro du 3 février 1935 aller jusqu'à constater qu'à Vienne "un sixième de la population totale doit vivre d'un revenu mensuel de 30 schillings au plus...130.000 individus ne disposent même pas d'un revenu mensuel de 20 schillings" (égal environ frs fr. 56.-) Les revenus de ceux qui travaillent encore ont été avilis; "un salaire hebdomadaire de 20 schillings n'est pas rare actuellement en Autriche" (Oesterreichische Arbeiterzeitung, N° du 1er juin 1935). Les rentes servies par les assurances sociales ont été baissées de 50 millions de schillings par an. Lorsque les travailleurs affamés se plaignent les pieux dictateurs haussent les épaules avec un air de regret: "L'Etat est pauvre, les caisses sont vides." A présent toutefois, ces mêmes dictateurs chrétiens, qui privent les pauvres d'un morceau de pain, ont décidé de rendre à la famille des Habsbourg des biens d'une valeur de 2 à 2,4 milliards de schillings. L'ancienne dynastie impériale dont le chef a déclaré le 6 juillet 1914 la guerre à la Serbie, déclenchant de la sorte la pire des conflagrations mondiales, reçoit des milliards avec lesquels elle pourra causer de nouveaux désastres, ce qu'elle ne manquera pas de faire. Les anciens domaines impériaux que les socialistes avaient destinés aux invalides et aux orphelins de la guerre, sont repris à ces victimes de la guerre et rendus à la famille de ceux qui ont mis le monde en feu. Les millions réunis par la faim des chômeurs, des invalides et des vieux, sont versés aux Habsbourgs. Les masses sont affamées, la misère croît mais les Habsbourgs reçoivent des milliards. Tel est le "Christianisme en action" dans l'Autriche fasciste.

Salaires italiens .(I.T.F.) Un nouveau contrat collectif a été conclu pour Varèse et environs (Italie septentrionale) par les prétendus syndicats fascistes pour les travailleurs de l'industrie de l'habillement et des entreprises commerciales. Le salaire mensuel des emballeurs, porteurs, conducteurs de véhicules et pompiers est de 350 lires (env. 425 frs fr.). Les chauffeurs reçoivent 450 lires (env. frs fr. 540.-). Les charpentiers, serruriers, peintres et typographes toucheront un salaire horaire de 1,80 lire (frs fr. 2.-) Dans l'industrie de l'habillement les tailleurs, ouvriers en parapluies, cordonniers et chemisiers reçoivent 1,50

à l'heure, les pelletiers 1,80. En dehors des centres le tarif est de 10% inférieur aux taux cités; les femmes reçoivent toujours 15% de moins que les hommes. Pour les couturières et les modistes les salaires ont été fixés spécialement; une couturière reçoit les deux tiers du salaire d'un tailleur, soit une lire par heure; une modiste reçoit 1,50 livres.

Les apprentis dans l'industrie de l'habillement reçoivent pendant la deuxième année d'apprentissage 60 liras, la troisième année 120 liras et la quatrième année 160 liras par mois; les apprenties reçoivent régulièrement 10% de moins.

Les travailleurs italiens se remuent. (I.T.F.) L'Italie fasciste se prépare fébrilement à la guerre contre l'Abyssinie. Les ouvriers spécialistes de l'industrie de l'armement profitent de cette situation, particulièrement pour imposer des majorations de leurs salaires. Une augmentation partielle a déjà été obtenue par les ouvriers spécialisés de certains services des entreprises métallurgiques milanaises de Caproni, Ercole Marcelli, Franco Tosi et Breda. Les syndicats fascistes ont cependant étouffé le mouvement revendicatif dans le germe. Ces augmentations en effet ne représentent qu'une compensation partielle de la baisse du revenu réel à la suite du renchérissement de la vie. Le chiffre-indice des prix de gros à Milan a augmenté pour la période allant de mai 1934 à la troisième semaine de juin 1935 de 14%. Il est probable que le renchérissement de la vie fera s'étendre davantage ces mouvements revendicatifs dans l'industrie de l'armement, en dépit des tentatives de les saboter.

Dantzig et le Troisième Reich. (I.T.F.) Pratiquer la terreur, le bluff, et la corruption, voilà la maxime des dictateurs nazis. Les deux années de régime nazi dans l'Etat libre de Dantzig l'ont confirmé à nouveau. Au moment où le Troisième Reich s'est emparé du pouvoir à Dantzig, on a proclamé qu'il serait mis fin au chômage et une bataille du travail a été engagée suivant l'exemple du Reich. Les anciens gouvernements dantziens bourgeois et réactionnaires avaient déclaré que l'Etat minuscule n'avait pas les ressources voulues pour entreprendre des travaux publics sur une grande échelle; les Nazis cependant promirent de faire de la magie et ils en ont fait! Sept jours exactement après son entrée en fonctions, le 27 juin 1933, le Sénat décréta la fondation de la "Banque de l'Etat libre de Dantzig" en tant que "complément approprié aux circonstances de l'appareil monétaire et des crédits". Cette banque d'Etat émit des bons du trésor et des obligations qui étaient acquis ensuite par des banques et caisses d'épargne, lesquelles à leur tour cédaient ces papiers à la banque d'émission de l'Etat, la Banque de Dantzig qui à son tour s'en servait comme nantissement pour un emprunt. La loi sur les billets de banque interdit à la banque de Dantzig de vendre, d'emprunter ou de contracter des emprunts sur des obligations de l'Etat ou municipales. En intercalant la banque d'Etat on réussit à tourner la loi et le gouvernement nazi réussit de cette manière à obtenir les millions dont il avait besoin.

Ces millions ont été gaspillés à la vraie manière des Nazis. Des subventions furent accordées aux bandes terroristes; une police politique fut instituée. Le personnel policier-- à l'exclusion des ouvriers et artisans employés par elle-- fut augmenté de 1.528 unités (en 1930) à 2.511 unités et, protégés par les poignards des S.A., les matraques et les carabines, les dictateurs se laissaient aller à leurs fantaisies. Pour avoir du sens, les travaux pour combattre le chômage doivent en général être financés à long terme, mais ce qui importait pour les Nazis, c'était de faire du bluff. Les sommes empruntées à courte échéance étaient investies à long terme dans des routes, des constructions d'un nouveau théâtre, d'un stade nommé du nom d'Albert Forster, le vaniteux "Führer de tous les employés allemands". Les frais administratifs de l'Etat libre montèrent de 2,3 millions de florins dantziens (en 1932) à 3,3 millions en 1934, soit de 43%; les appointements annuels du président du Sénat de 30.000 fl. furent doublés, les frais pour autos de service augmentèrent de 13.000 à 49.000 fl. Les dettes de l'Etat et de la ville augmentèrent avec cette gestion insensée de juin 1933 à la mi-avril 1934 de 15 millions dont 10 millions au moins devaient servir à payer des traites à courte échéance. Les Nazis dantziens ne songeaient pas davantage que les banqueroutiers de Berlin à publier un budget. Le changement dans la politique commerciale mit le comble;

on continua comme auparavant à livrer des marchandises à l'Allemagne, mais les marchandises achetées étaient polonaises; de la sorte les livraisons à l'Allemagne ne pouvaient plus être compensées et vu que le Troisième Reich ne payait pas ses dettes, le déficit commercial de l'Etat libre augmentait tandis que le stock des devises étrangères de la banque d'émission se resserrait. Pendant des mois les subventions de Berlin purent différer la banqueroute ouverte. On faisait des économies sur les chômeurs, réduisant les allocations de chômage et les supprimant entièrement à la campagne. Lorsque toutefois, le Troisième Reich se trouva dans l'impossibilité de payer la somme, relativement minime pour lui de 5 millions de marks par mois, il n'y eut plus moyen de camoufler le résultat des deux années de régime nazi. Le florin fut dévalué de 42,37%; l'effondrement financier devait être avoué.

On ne souffle plus mot aujourd'hui à Dantzig de batailles du travail; la grande majorité des chômeurs dont le nombre est d'au moins 20.000 sont contraints à émigrer, se voyant privés de leur allocation; les invalides de guerre et pensionnés pour peu qu'ils touchent une partie de leurs revenus de Berlin, sont poussés dans le Troisième Reich; 500 fonctionnaires et 100 professeurs devront être congédiés. L'école normale supérieure fondée en 1933 va être fermée; l'école technique supérieure sera poursuivie sur une petite échelle et c'est le comble du grotesque de voir que la construction du théâtre a dû être arrêtée à mi-chemin. Les jeunes chômeurs appelés au service du travail seront dorénavant dressés en Allemagne. Le coût de la vie a augmenté jusqu'au début de juillet de 30% et la puissance d'achat des salaires a baissé en conséquence. On a cependant strictement défendu de payer des indemnités de vie chère; le nouveau Commissaire du Travail, le chef du Front dantzikois du Travail, veille à ce que, même dans les entreprises de transport et d'exportations, les salaires ne soient pas majorés proportionnellement à la hausse. Après cette baisse des salaires réels, le Sénat dantzikois mijote de nouveaux impôts grevant les classes travailleuses. On sait que national-socialisme signifie toujours: se décharger de la crise sur le dos des plus miséreux.

En Allemagne, on suit avec une grande attention ce qui se passe à Dantzig, car on sent que des événements analogues se préparent. L'industrie allemande doit produire au moyen d'une espèce d'impôt sur le chiffre d'affaires 720 millions sur ses débouchés intérieurs et les verser dans une caisse de dumping. Elle réclame énergiquement le droit de pouvoir compenser cette taxe par une majoration des prix ou une diminution des salaires. Il est vrai que les Nazis viennent de promettre que les salaires seraient augmentés, mais à Dantzig, le chef de district n'avait-il pas déclaré le 15 mai 1933, lui aussi, qu'il considérait comme sa tâche " de veiller à ce que le revenu des travailleurs ne soit pas réduit", ce qui ne l'empêcha pas de déclarer dans son journal (le 4 mai 1935) que les ouvriers n'ont qu'à avoir faim, car " en de grandes périodes historiques les hommes ont toujours dû s'imposer des privations". Une augmentation générale des prix toutefois, n'est pas souhaitable dans le Troisième Reich et une diminution ouverte des salaires comporte des risques. Le Front du Travail préfère, selon l'exemple de Dantzig, une dévaluation par à-coups, allant de pair avec une augmentation des prix et une baisse du pouvoir d'achat. Dans son journal quotidien (Angriff N° 96 du 25 avril) il a déjà donné des directives pour une dévaluation éventuelle. Le Dr. Schacht fait certes déclarer par ses directeurs: " Une dévaluation ne saurait entrer en ligne de compte pour l'Allemagne", mais le fait que les Nazis ont réduit à Dantzig d'un jour à l'autre les salaires réels de 30%, a suscité de la méfiance. Si à présent le Sénat dantzikois était renversé, un mouvement pourrait être déclenché dans le Reich qui donnerait du fil à retordre à la dictature. C'est pourquoi le Sénat dantzikois a, d'accord avec Berlin, aggravé la terreur et restreint la liberté d'association au nez du Commissaire de la Société des Nations. Une partie des fonctionnaires à qui on avait déjà réduit au 1er septembre 1934 les appointements, viennent de fonder à présent un espèce d'association syndicale d'orientation conservatrice. Le Sénat a fait arrêter provisoirement les fonctionnaires ayant pris part à sa fondation. Du moment que l'on tolère des infractions au Statut garanti par la Société des Nations, on peut dire que c'en est fait de la liberté d'association à Dantzig

Chassés de la patrie. (I.T.F.) Le Sénat national-socialiste dantzikois a décrété qu'à partir du 24 juin, les ouvriers du bâtiment et charpentiers en chômage ne toucheraient plus d'allocation. Les Nazis de Dantzig veulent forcer les ouvriers du bâtiment sans travail à

quitter leur patrie et à émigrer dans le Troisième Reich où une partie d'entre eux pourrait, paraît-il, être employée à la construction des autoroutes. La majorité des travailleurs en question a refusé de se laisser expédier dans le Troisième Reich où le camp de concentration vous menace à tout moment, et se réclame d'une déclaration du président du Sénat qui a dit que seuls les chômeurs qui désiraient partir de leur plein gré, seraient placés à l'étranger. Afin de briser l'opposition des chômeurs, le Sénat a à présent décrété que le refus d'un emploi, fût-il à l'étranger, peut amener la suppression de l'allocation de chômage.

Les défenseurs de gens de la bourse. (I.T.F.) Le "Berliner Börsenzeitung" (Courrier de la bourse de Berlin) est--ainsi que le constate à juste titre le quotidien du Front allemand du Travail "Der Angriff" (dans son numéro du 18 juin)--"un journal corporatif consacré à la défense des intérêts des milieux de la bourse, qui fait nettement ressortir ses liens avec les intéressés et qui prend le parti des milieux ayant des intérêts à la bourse". Le 1er juillet 1935, ce journal célébrait le 80ième anniversaire de sa fondation. Dans le numéro spécial paru à cette occasion, le ministre de la Propagande, le Dr. Goebbels, adresse au journal des milieux de la bourse "l'expression de sa reconnaissance.... Le "Berliner Börsenzeitung" m'a accordé un appui précieux par son attitude toujours correcte et loyale". Le chef du service de presse du gouvernement, Walter Funk, affirme dans le journal--de la rédaction duquel il a été immédiatement promu chef du service de presse national-socialiste-- qu'il y a 10 ans déjà, ce journal se déclarait ouvertement en faveur d'Adolf Hitler. Adolf Hitler a exprimé son "attachement" au journal des intéressés à la bourse en faisant remettre par son chef de presse son portrait signé de sa propre main.

Le coup contre les coopératives de consommation. (I.T.F.) Le Comité et le Conseil d'administration de la plus importante coopérative de consommation allemande, la "Konsumgenossenschaft Berlin", ont décidé, sans demander l'avis des membres, la liquidation de la coopérative. Près de 2.000 employés, occupés dans les 350 succursales de vente et dans le magasin central, perdent leur gagne-pain. L'avenir des travailleurs qui dépendent plus ou moins directement de la coopérative et des ouvriers des transports est incertain. D'autres coopératives suivront l'exemple de celle de Berlin. Après deux années d'hésitation, la dictature nazie a décrété le 21 mai : "Afin de sauver les grands magasins et les entreprises à nombreuses filiales, les coopératives seront sacrifiées.

Dans leur programme les Nazis avaient promis aux classes moyennes l'expropriation "immédiate" des grands magasins et leur affermage aux petits commerçants ; dans les réunions, la destruction des coopératives de consommation fut en outre promise. Dans le Troisième Reich toutefois, on s'est borné à remplacer quelques propriétaires juifs de grands magasins par des "aryens"; les grands magasins n'en subsistaient pas moins et touchaient même à plusieurs reprises des subventions élevées. Le 2 mai 1933 les Nazis s'étaient casés dans les coopératives de consommation et ils ne désiraient pas laisser se perdre la fortune volée. Dans une circulaire du 17 juillet 1933, le ministre de l'Economie nationale signalait que "précisément les coopératives de consommation s'étaient acquis de grands mérites dans la distribution de marchandises en temps de guerre et en temps de paix et constituaient un heureux régulateur des prix dans la vie économique, dont on ne peut pas se passer". Néanmoins sous la pression des petits commerçants on décida d'affermager les succursales de vente. Ces succursales devaient continuer à acheter leurs articles auprès de la Centrale; l'appareil de distribution qui avait fait ses preuves devait rester intact et pouvoir former une garantie pour les dettes et pour les dépôts des épargnants.

L'opposition contre cette division des coopératives a été plus grande que les Nazis ne l'avaient pensé. Les petits commerçants n'avaient aucun intérêt à l'existence d'un nouveau concurrent établi sur de solides bases économiques, ils voulaient un anéantissement complet des coopératives. Seulement, la dictature ne pouvait pas se passer de ce régulateur des prix et le suppléant de Hitler ordonna (le 9 juillet 1934) de cesser le boycottage contre les coopératives de consommation. Les classes moyennes n'avaient cure de cette interdiction et l'organe central du parti nazi "Der Völkische Beobachter" bougonnait (le 28 novembre 1934) : "une organisation de consommateurs qui insiste pour que les prix soient plus bas n'est que le marxisme".

que de la duperie marxiste". Lorsque toutefois, avec le renchérissement de la vie, la marge des bénéficiaires, et par conséquent le revenu, du petit commerce furent limités, les classes moyennes se révoltèrent. Le gouvernement chercha à détourner le mécontentement par une campagne antisémite, mais celle-ci ne semble avoir servi à rien car un grand magasin "aryen" et une filiale aryenne font autant de concurrence qu'une affaire juive. Le Front allemand du Travail se livra à des attaques répétées contre les propriétaires juifs de grands magasins et le suppléant d'Hitler renouvela, en dernier lieu le 9 janvier 1935, l'interdiction de boycottage des coopératives. Quelques semaines plus tard cependant, les coopératives furent soustraites au Front allemand du Travail et placées sous le contrôle du Dr. Schacht qui les sacrifia pour sauver les grands magasins et entreprises à filiales multiples, de l'assaut des classes moyennes.

Le 21 mai 1935, le coup fut porté contre les coopératives allemandes. Jusqu'au 31 décembre 1935, les coopératives de consommation "non viables" pourront être liquidées suivant une méthode simplifiée. Afin de faciliter la liquidation et de protéger les dépôts des épargnants, le Reich met à leur disposition une somme globale de 60 millions. Les 82 principales coopératives sont condamnées à disparaître. Pour en fonder une nouvelle, on a besoin de l'autorisation du ministre de l'Economie nationale et les coopératives qui continuent provisoirement à exister devront avoir remboursé jusqu'en 1940 tous les dépôts des épargnants. Or, le capital social des coopératives de consommation est formé par ces dépôts et par les parts de coopérateur. Vu que les parts de coopérateur ne peuvent pas être augmentées à l'infini, il est certain que d'autres coopératives disparaîtront une fois que les dépôts des épargnants auront été remboursés. Le chiffre d'affaires des coopératives ouvrières de consommation a baissé pendant le régime hitlérien de 911 millions (en 1932) à 660 millions (en 1934). Les adhérents, mis dans l'impossibilité de quitter les organisations mises au pas, avaient procédé à une grève d'achat du moment que des Nazis étaient placés dans leurs magasins de vente. Par l'anéantissement des principales coopératives, le chiffre d'affaires total devra fléchir jusqu'à 275 millions. Cela détermine le sort de la principale entreprise coopérative d'achat la G.E.G. Il y a 25 ans, elle commença le 1er janvier 1910 ses propres entreprises de production; à présent elle devra s'en défaire. Sans une centrale vigoureuse, les 996 coopératives de consommation petites et moyennes ne sont cependant plus viables et vu qu'on les prive encore des dépôts de leurs épargnants, elles mourront d'une mort lente.

En septembre 1933, le Dr. Ley avait déclaré : " Si nous avions anéanti les coopératives de consommation sans aucun égard, nous aurions non seulement irrité et exaspéré une grande partie des travailleurs allemands mais nous en aurions fait des ennemis implacables, détruit de grandes valeurs et privé des centaines de mille de leur gagne-pain." A présent on a entamé cet anéantissement et l'irritation parmi les travailleurs est d'autant plus grande que les coopératives des fonctionnaires ont été respectées et qu'une action spéciale de protection a été commencée au profit des grands magasins.

On craint la jeunesse (I.T.F.) Le 26 juin la dictature chrétienne a rendu le service du travail obligatoire pour toute la jeunesse masculine âgée de 18 à 25 ans, à partir du 1er octobre 1935. Jusqu'à présent le service du travail était formellement volontaire mais de jeunes chômeurs qui refusaient de se rendre au camp de travail étaient privés de l'allocation de chômage; à présent ils doivent passer devant le conseil de revision comme les militaires. Les effectifs du personnel du service du travail ont été toutefois abaissés de 275.000 à 200.000 y compris le personnel de base qui est engagé pour 10 ans. La durée du service est de six mois. Le service du travail vise principalement à une préparation pré-militaire mais officiellement le camp de travail doit servir à "éduquer la jeunesse allemande selon l'esprit du national-socialisme pour la communauté populaire et pour une conception juste du travail (article I de la loi). Les jeunes toutefois, qui ont subi une condamnation judiciaire pour "activité hostile à l'Etat" sont exclus du service du travail (Art. 5 de la loi).

Les ombres des assassinés. (I.T.F.) Le 30 juin, Adolf Hitler a fait assassiner plus de 1.000 nationaux-socialistes et conservateurs afin de consolider ses positions. Cette Saint-Barthélemy n'a toutefois pas mis fin aux contrastes : les épurations continuent. Le 26 juin le service du travail qui était un des derniers espoirs des Nazis radicaux, a été depolitisé. Le service du travail, jusqu'à présent "facultatif" devient un service de préparation pré-militaire, mais ceux qui en font partie ne peuvent pas pendant leur service jouer un rôle actif dans le parti ni même dans le Front du travail. Le service du travail comportera dorénavant des effectifs de base qui devront s'engager au service pour 10 ans. Son importance totale est réduite de près d'un tiers.

Sur les deux millions et demi de membres des S.A. qui étaient sous les ordres du leader Röm que Hitler a fait assassiner, 200.000 seulement restent. Les amis des victimes avaient fondé leurs espoirs sur le service du travail et sur la jeunesse hitlérienne. On leur a enlevé le service du travail et les éléments radicaux ont été éloignés de la direction des jeunesses hitlériennes. La jeunesse hitlérienne affectée au service agricole a été soumise à un contrôle des autorités et même l'inoffensif Front du travail s'est vu priver des derniers partisans des morts du 30 juin 1934. Le 26 juin le chef du Front du travail pour la Silésie, Kulisch, suspecté d'idées sociales-radicales, a été destitué de ses fonctions; le 5 juillet le chef de l'éducation professionnelle du Front allemand du travail August Haid, a été remplacé par le chef de l'Institut allemand pour l'apprentissage professionnel national-socialiste, "DINTA", fondé par l'industrie lourde. Haid est un des militants des employés nationalistes dont les organisations ont agi depuis 1928 en faveur des ennemis mortels des syndicats libres. L'Union nationaliste des employés du commerce fondée par lui a été supprimée depuis longtemps; à présent il a/eu son dû; il n'était pas encore assez jaune.
lui aussi

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

"En plein régime corporatif!" (I.T.F.) Les salaires et conditions de travail du personnel des tramways et chemins de fer secondaires italiens ont été avilis à plusieurs reprises ces dernières années. Sous prétexte de "simplification" des stations et ateliers sont concédés à des sous-traitants qui emploient un personnel sensiblement réduit à des conditions encore plus mauvaises. Il est vrai qu'un décret du 8 janvier 1931 stipule que les entreprises privées de chemins de fer et tramways ont besoin d'une autorisation ministérielle pour pouvoir procéder à des licenciements, mais ce n'est pas difficile d'obtenir pareille autorisation. Or, la compagnie secondaire Nord-Milano, renouvelant en 1932 le contrat collectif conclu avec le syndicat du personnel, tout en imposant des réductions des salaires, fit la promesse qu'il ne serait pas procédé à des licenciements de personnel commissionné. En mai 1934 un accord national intervint prolongeant de deux ans tous les contrats conclus par les entreprises, sans qu'il fût toutefois possible aux secrétaires du "syndicat" du personnel d'obtenir la prolongation de la clause qui empêchait les licenciements. De la sorte, les "simplifications" redevinrent d'actualité et le ministre, habitué à s'incliner devant les désirs des employeurs, accorda les autorisations de renvoi de personnel demandées, sans aucune vérification préalable. Un exemple particulièrement fort qui le prouve est le fait que la compagnie du Nord-Milano avait demandé pour la cession de certaines gares et stations l'autorisation de licencier 31 agents; or 26 agents au total étaient seulement employés dans ces gares. La Société n'a pas profité de cette autorisation mais elle s'en sert comme moyen de pression pour imposer d'anciens désirs. Dans toutes les sociétés, il en est de même: les Tramways de Côme, la Société Lariana de navigation sur le lac de Côme, la Société du Lac de Garde, toutes agissent suivant la même méthode.

Les sociétés ne se plaignent pas de cet état de choses. La Nord-Milano par exemple a économisé par deux baisses successives de salaires, 2,3 millions et pour l'exercice 1933, ses bénéfices étaient de 2.304.883 lires. Pour 1934 on ne dispose pas de chiffres mais il est sûr que le bénéfice sera encore plus grand. L'organisation fasciste n'est point à la hauteur de sa tâche. Dans son numéro du 9 juin "Il Lavoro Fascista", le quotidien des corporations, consacrant un article à cette question, nous fait part des griefs des travailleurs: "Les travailleurs demandent à l'organisation des comptes sur ce qu'elle a fait et ce qu'elle pense faire pour écarter les préjugés décollant pour eux de cette politique de "simplifications". Cela d'autant plus qu'ils ne peuvent pas s'imaginer qu'en plein régime corporatif, on prenne des mesures aussi graves pour leur existence et leur avenir, à l'insu de l'organisation qui les représente". Sous la pression des travailleurs, l'organe réclame le recours à un organe supérieur, déclarant: "Il faut en tout cas éviter que le personnel ait l'impression que tout est permis aux compagnies tandis que la propre organisation syndicale n'aurait que le devoir d'appliquer des dispositions décidées par d'autres à son insu (!) et entièrement au préjudice des catégories travailleuses".

Probablement l'organe fasciste dépeint la situation encore trop en rose. Son rapport cependant fait en tout cas ressortir que les prétendus "syndicats" fascistes n'ont aucune influence et ne protègent point les travailleurs contre l'arbitraire du patronat.

Liberté de pensée! (I.T.F.) "Un apprenti licencié par la Reichsbahn avant la fin de la période contractuelle d'apprentissage "parce qu'il ne défendait pas toujours et à toute occasion l'Etat national" avait saisi le tribunal prud'hommal de Francfort sur le Main d'une plainte, alléguant que ce n'était pas là un motif valable de licenciement. Il n'a pas eu gain de cause. Cet apprenti avait pour commencent fait partie des Jeunesses catholiques, et avait seulement été accepté à la Reichsbahn après être passé aux Jeunesses hitlériennes. Plus tard toutefois, il retourna aux Jeunesses catholiques. A son professeur de sciences sociales, il déclara un jour qu'il suivrait les commandements de l'Eglise plutôt que ceux de l'Etat.... Le tribunal a rejeté son pourvoi." (Repris textuellement du "Deutsche Allgömeine Zeitung", quotidien subventionné par la Reichsbahn allemande, numéro du 29 juin 1935.)